

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

La mobilisation des ressources budgétaires évoquées autour du chef de l'État

C'ÉTAIT au cours d'une séance de travail hier au palais de la présidence de la République. A laquelle a pris part la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda.



Photo: DR

Plusieurs collaborateurs du chef de l'Etat ont également pris part à la réunion d'hier.

ONDOUBA'NTSIBAH
Libreville/Gabon

Le chef de l'État, Ali Bongo Ondimba, a réuni hier au palais de la présidence de la République, la Première ministre, Rose Christiane Ossouka Raponda, la ministre de l'Économie, Nicole Lydie Roboty- Mbou et une délégation de la direction générale de la Comptabilité publique et du Trésor. En présence du secrétaire général de la présidence de la République, Jean-Yves Teale, ainsi que de plusieurs autres collaborateurs du numéro un gabonais. L'ordre du jour de ce tour de

table portait essentiellement sur la situation de la Trésorerie nationale. Le gouvernement a saisi cette opportunité pour présenter au président de la République la situation actuelle de la mobilisation des ressources budgétaires de notre pays. Ce, au regard des différents projets initiés par le gouvernement tels que la réhabilitation des voiries urbaines dans le Grand Libreville et à l'intérieur du pays; les nombreuses revendications des populations, notamment celles liées au paiement des arriérés de salaires. C'était également l'occasion de faire une estimation globale quant à ce que doit mobiliser le ministère de

l'Économie pour satisfaire toute cette demande... Sur un tout autre plan, la diversification de notre économie n'était pas en reste. Bien que le Gabon dépende essentiellement des ressources pétrolières, celles hors pétrole devraient aussi permettre de renforcer les potentialités budgétaires du Gabon, et contribuer à la réalisation de ses différents projets de développement. C'était en outre l'occasion pour le numéro un gabonais d'instruire le gouvernement à travailler à la mobilisation des ressources nécessaires, afin que les projets inscrits dans la loi de finances 2022 soient menés à terme.

UN : les priorités de Paulette Missambo

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon

On en sait désormais un peu plus sur les chantiers politiques à court, moyen et long termes de l'Union nationale (UN). En effet, Paulette Missambo, nouvelle tête de file de cette chapelle, a rendu publiques les priorités de son équipe à l'occasion de la rentrée politique de son écurie, le week-end dernier à son nouveau siège. Comme on pouvait s'y attendre, la présidente de l'UN n'a pas manqué de tirer à boulets rouges sur l'actuelle gouvernance mais surtout la gestion "approximative" du Covid-19 par le gouvernement.



Photo: Adjai Ntoutoume

À une année des prochaines élections générales, la question préoccupe véritablement les "Unionistes". "(...) En 2023, notre pays organisera trois élections politiques majeures : les locales, les législatives et la présidentielle. Il est de ma responsabilité de préparer l'Union nationale à cette triple échéance qui engagera, comme jamais, l'avenir de notre pays", a précisé la native du département de Mulundu. Avant d'ajouter : "Nous devons fixer trois priorités. D'abord, mettre notre parti en ordre de bataille; ensuite, obtenir la réforme du système électoral national; enfin, contribuer, comme toujours, à la dynamisation et à la construction de l'unité de l'opposition". À en croire cette dernière, lesdits chantiers interdépendants passent inexorablement par

Paulette Missambo prononçant son allocution.

l'implantation de sa formation politique sur l'ensemble du territoire national, voire au sein de la diaspora. "Chacun de nous doit comprendre qu'il est impératif et urgent pour l'Union nationale de rassembler, se rassembler, se réorganiser et se réimplanter", a-t-elle indiqué à l'assistance. D'où la campagne d'adhésions lancée au siège et au sein des organes locaux. La sécurisation du vote n'a pas été occultée dans son allocution circonstancielle. "Nous devons obtenir la réforme du système électoral. Nous devons nous battre pour un système électoral qui garantit dans les faits le choix librement exprimé dans les urnes", a-t-elle clamé haut et fort.

Miroir du gouvernement

Reprendre la main !

DE mémoire de citoyen, il faudrait sans doute remonter aux années 90 pour retrouver une situation semblable à celle à laquelle fait face le gouvernement en ce début d'année, sur le front social. C'est chaud devant, comme qui dirait. D'autant plus qu'avec l'expiration de leur préavis de grève depuis hier, les organisations professionnelles des travailleurs des secteurs pétrole et activités connexes, eau et électricité du Gabon devraient rejoindre dans la danse leurs camarades des Eaux et Forêts, de l'Éducation nationale, de l'Enseignement supérieur, etc. Et avec l'opération "villes mortes" programmée par le Copil citoyen, à l'échelle nationale, les jeudi et vendredi prochains, les nuages pourraient s'amonceler un peu plus au-dessus de la tête de Rose Christiane Ossouka

Raponda et de l'ensemble des membres de son équipe. Pour ainsi dire, le gouvernement semble être débordé de toutes parts. Les négociations entamées par les ministres sectoriels (Eaux et Forêts, Éducation nationale, Économie, etc.) ont débouché sur de véritables impasses. Tant les positions des uns et des autres paraissent irrémédiablement irréconciliables. Aucune des parties n'est disposée, à ce qu'il semble, à la moindre concession. Sur fond de contestation des mesures gouvernementales liées à la lutte contre la propagation de la Covid-19, les partenaires sociaux n'entendent rien céder. De même, le gouvernement tient mordicus à la ligne qu'il s'est fixée depuis bientôt deux ans. Que faire face à cette situation ? L'équipe gouvernementale

doit-elle camper sur sa position en fermant la porte à la reprise ou au démarrage de toute forme de négociations ? À l'évidence, il lui revient de décanter la situation en tendant, à nouveau, la main aux syndicats. Au besoin, il serait peut-être temps que la cheffe du gouvernement monte au front pour prendre le relais des membres de son équipe qui, jusque-là, n'ont pas pu ramener les partenaires sociaux à la raison. La pratique politique le recommande. Au vu de l'enlisement de la situation, elle n'a pas d'autre choix que de reprendre la main. La crédibilité de son équipe en dépend.

J.KOMBILE MOUSSAVOU